

## Conseil national – 13 octobre 2017

### Introduction – Isabelle de Almeida

---

Cher·e·s camarades,

Il y a un mois, nous étions réunis ici, à la veille de la Fête de l'Humanité, deux jours après la première mobilisation nationale contre les ordonnances réformant le code du travail : nous avons caractérisé la politique de Macron comme une politique de droite au service du patronat, de la finance. En un mot, au service des riches et nous avons décidé d'engager notre campagne contre la politique du gouvernement, contre les ordonnances, pour imposer des reculs et construire des solutions alternatives.

Un mois après, force est de constater que notre appréciation de cette politique se confirme :

- Avec la présentation des budgets, celui de l'État et celui de la Sécurité sociale : un budget fait par des riches, pour des riches.
- Avec la montée du mécontentement, de la colère dans le pays, un mouvement de riposte qui grandit, s'élargit à de plus en plus de secteurs, contre les ordonnances et la politique de casse sociale.
- Avec, dans l'opinion publique, une prise de conscience du caractère inégalitaire, des injustices sociales et fiscales, des projets du Président. Le « *et de gauche, et de droite* », cette soi-disant « modernité » prend du plomb dans l'aile, et c'est « le président des riches » qui s'affiche avec arrogance et mépris envers les salarié·e·s en lutte, les catégories populaires. Un mépris de classe, en somme.

Dans cette période où le clivage gauche-droite se réaffirme, où la question de l'unité, des convergences grandit, nous avons à investir de manière offensive cet espace à gauche pour faire monter les batailles et les solutions alternatives.

C'est dans ce contexte que nous avons à déployer une campagne permettant de faire converger les luttes contre cette politique de droite et faire grandir l'exigence d'entrer dans une nouvelle phase de progrès social pour contrer la politique libérale et autoritaire de Macron.

## Une politique faite par des riches, pour les riches

Cette appréciation est partagée largement, même par la presse plutôt complaisante avec Macron, suite à la présentation, le 27 septembre, des projets de budgets, tant les chiffres parlent d'eux mêmes.

Contestée par la majorité des Français·e·s, la mesure visant à réduire le périmètre de l'ISF – privant l'État de plus de 3,2 milliards d'euros – fait l'effet d'un électrochoc dans l'opinion. Quelles que soient les catégories mobilisées, c'est à chaque fois ce cadeau fait aux grandes fortunes qui est comparée avec la baisse des APL, du financement du logement social, des dotations aux collectivités locales, la suppression des contrats aidés, la hausse de la CSG. Il y a de la colère, car l'idée grandit que la suppression de l'ISF, c'est nous qui allons la payer !

Pour tenter de maquiller le caractère inégalitaire de ce budget, des députés d'En marche ! vont déposer un amendement pour taxer les signes ostentatoires de richesse : voitures de luxe, yachts, mais la recette de cette taxe avoisinerait seulement les 50 millions d'euros, à comparer à la perte de 3, 2 milliards. C'est de l'enfumage !

## L'objectif des budgets 2018

L'objectif est de réduire de 60 milliards d'euros la dépense publique en 5 ans. La sphère sociale contribuera à hauteur de 25 milliards, dont 15 milliards sur l'assurance maladie et 10 milliards sur l'assurance chômage. La participation du budget de l'État s'élèvera à 22 milliards et celle des collectivités territoriales à 13 milliards. C'est la transformation de l'ensemble de la structure des prélèvements fiscaux et sociaux qui est à l'œuvre. Enfin, le projet de budget 2018 table sur un taux de croissance de 1,7 % que les aléas de conjoncture et la persistance d'un chômage de masse pourraient rendre plus qu'incertain, malgré les estimations de prévisionnistes.

Pour 2018, les économies à réaliser seront de 15 milliards d'euros. Une importante baisse de la fiscalité sur l'investissement privé est programmée, aux fins officielles de favoriser l'emploi. Comme ses prédécesseurs mais en grossissant le trait et en accélérant l'allure, ce budget repose sur la conviction que les cadeaux aux investisseurs feront la croissance de demain et les emplois d'après-demain. L'expérience nous montre qu'il y a loin de la coupe aux lèvres !

Même le FMI et l'OCDE ont fait la démonstration que les cadeaux fiscaux et sociaux aux plus riches ne favorisent pas la croissance mais, qu'au contraire, c'est par des politiques réduisant les inégalités que la croissance peut être soutenue.

Les couches populaires vont ainsi subir une hausse de leurs prélèvements fiscaux de 1,2 milliards d'euros au titre de l'augmentation des taxes indirectes sur la consommation. S'ajoutent la hausse de la CSG et la baisse des APL. Elles subiront le rationnement supplémentaire des services publics et de l'assurance maladie, conséquence de la réduction de la dépenses publique, dont 3 milliards pour les collectivités territoriales, 7 milliards pour le budget de l'État et 5 milliards pour celui de la protection sociale.

La campagne menée par OXFAM, s'appuyant sur une étude de l'OFCE sur l'impact de la politique fiscale du gouvernement, met en exergue deux chiffres : les 10% de ménages aux revenus les plus élevés vont gagner 1487 euros par an, contre un gain de 81 euros pour les 10% des ménages les plus pauvres. Si l'on tient compte des annonces sur les baisses des prestations sociales, cette catégorie de la population perdrait 337 euros.

Par contre, pour les détenteurs de capitaux et les entreprises, c'est Byzance ! Les premiers bénéficieront d'une aubaine fiscale de 5,5 milliards d'euros. Cette même provient, d'une part, de la baisse, voire de la suppression de l'ISF pour ne conserver qu'un impôt sur la fortune immobilière. De l'autre, elle vient du prélèvement fiscal unique qui soumet à un taux unique de 30% l'ensemble des revenus du capital des ménages. Les entreprises, elles, verront leur contribution fiscale baisser de 5,9 milliards d'euros (réduction de l'impôt sur les sociétés, montée en charge du CICE...).

Pourtant, ces derniers jours, le comité de suivi du CICE a rendu un rapport plus que mitigé sur ses effets sur l'emploi : de l'ordre de 100 000 emplois sauvés ou créés : on est loin de l'objectif de 210 000 emplois mis en avant par le gouvernement et encore plus loin du million d'emplois

brandit par le Medef. D'ici 2018, la facture de ce dispositif avoisinerait les 100 milliards d'euros ! Une facture salée pour une inefficacité sociale et économique avérée.

Alors qu'on apprend que 300 milliards d'euros sont détenus dans des paradis fiscaux par des ménages français, rien n'est annoncé pour lutter contre l'évasion fiscale. Au contraire, c'est la fin de la mission de la cellule fiscale et la suppression de plus de 16 000 postes au ministère des Finances.

L'entreprise de casse de notre modèle social trouve sa quintessence dans la transformation en profondeur de la structure des prélèvements fiscaux et sociaux, avec pour cibles prioritaires la protection sociale et les collectivités territoriales. Ainsi, la suppression de la taxe d'habitation – en plus d'être un marché de dupes – traduit la volonté de mise sous tutelle par l'Etat des collectivités territoriales qui seront soumises, comme l'ensemble des administrations publiques, aux nouvelles règles de gouvernance.

Le basculement de points de cotisations sociales vers l'impôt (CSG) participe de la même logique. En accélérant la déresponsabilisation sociale des entreprises, il s'agit de faire disparaître, à terme, le financement de la protection sociale par des cotisations prélevées sur la richesse créée pour assurer par l'impôt un socle minimum de garanties et transférer le reste à des assurances privées.

Dans ce projet de budget, ce sont aussi des baisses annoncées dans les budgets du logement, de l'emploi, avec la suppression de 120 000 contrats aidés, mais aussi des coupes dans les budgets de l'enseignement supérieur, des hôpitaux, du sport, du droit des femmes, des transports, ... Est également annoncé un plan de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires, dont 70 000 dans les collectivités locales, ce qui va déstructurer les services publics locaux et nationaux.

L'exemple de la politique annoncée dans la stratégie logement du gouvernement est significative de la volonté de dynamitage du modèle français du logement social :

- suppression brutale de 130 millions d'aides à la pierre cet été ;
- baisse de l'APL de 5 euros, depuis le 1<sup>er</sup> octobre, pour 6,5 millions de foyers ;
- mise en place d'un bail dit de « mobilité » d'un à dix mois, qui plongera dans l'insécurité les personnes précaires, et remise en cause du bail tous les 6 ans pour l'ensemble des locataires.

La baisse des APL, qui devra être compensée par la baisse des loyers en secteur social, va priver les bailleurs sociaux de ressources pour la construction et l'entretien des logements, voire va mettre dans le rouge certains organismes, laissant le terrain libre aux regroupements et aux prédateurs privés, nous éloignant encore plus du droit au logement pour tous.

Quant à la politique industrielle, Macron poursuit la politique qu'il avait mise en place alors qu'il était ministre de l'Économie. Il ne s'agit pas d'opérations au coup par coup, mais bien d'une stratégie catastrophique qui, dans des secteurs clefs, sous couvert de créer de soit-disant Airbus de l'énergie, du rail, ... font passer des fleurons industriels sous pavillon étranger. Les exemples récents sont révélateurs : les chantiers navals STX passent sous contrôle italien, Siemens prend, dans les faits, celui d'Alstom. Pourtant, si Bruno Le Maire avait choisi de mettre en œuvre l'option d'achat de l'État sur le capital détenu par Bouygues dans son capital, l'État serait devenu le premier actionnaire d'Alstom avant son absorption par Siemens. Cela aurait aussi pu changer la donne, lors de l'absorption de sa branche énergie à Général Electric qui avait pris l'engagement de

créer mille emplois d'ici 2018. C'est l'inverse qui s'est produit. Une autre stratégie industrielle de l'État aurait pu permettre de réexaminer les décisions et de peser vraiment sur les choix stratégiques ultérieurs d'un éventuel nouvel ensemble. Nos députés, par la voix de Fabien Roussel, et nos sénateurs, par celle de Pierre Laurent, ont interpellé le Premier ministre sur ce point. Une commission d'enquête a été demandée. La réponse du gouvernement, avant-hier, est révélatrice de sa logique : se plier aux diktats des grands groupes, ici, Siemens.

Plutôt que de se désengager, la puissance publique doit reprendre la main sur les industries stratégiques pour notre pays, y compris par des nationalisations partielles ou totales, pour imposer des choix politiques guidés par l'intérêt industriel de la France, avec le concours des salarié·e·s et des citoyen·ne·s représenté·e·s par leurs élu·e·s.

Dans cette même période, au nom de lutte contre le terrorisme, c'est l'état d'urgence qui bascule dans le droit commun, malgré les alertes de l'ONU et l'opposition à ce projet liberticide des associations, des syndicats et des élu·e·s de gauche, dont les parlementaires communistes.

Les projets de réformes institutionnelles qu'Emmanuel Macron veut engager (Parlement, réforme de l'État, des collectivités locales) indiquent une conception autoritaire et centralisatrice du pouvoir.

En effet, ce président se veut celui des « transformations profondes de notre société » comme il se plaît à le dire dans un long entretien donné dans un hebdomadaire il y a quelques semaines, transformations qui aujourd'hui font plutôt penser aux politiques menées par Reagan, Thatcher, avec un régime à la fois très libéral et autoritaire.

D'autres réformes s'engagent dans la même logique, avec une volonté d'aller vite.

- Celle de l'enseignement supérieur où le contrat de réussite étudiante va être dévoilé après plusieurs séances de rencontres avec les organisations syndicales du personnel et des étudiant·e·s et qui peut remettre en question notre modèle d'accès à l'université.
- Celle des retraites, avec une loi cadre courant 2018, avec le projet de la fin des régimes spéciaux et la mise à mal du régime par répartition.
- Celles des futures réformes de l'apprentissage, de la formation professionnelle et de l'assurance chômage, avec la présentation d'une loi au printemps 2018. Hier et aujourd'hui, le Président reçoit les syndicats patronaux et de salarié·e·s pour lancer la consultation sur ce qu'il appelle le volet protecteur de son projet pour les salarié·e·s, les jeunes.

Déjà des pistes sont évoquées. Sur l'assurance chômage, avec l'élargissement de l'indemnisation aux indépendants et aux démissionnaires, le risque est grand de voir les montants et durées des indemnités réduits. Se profile aussi la fin de la gestion paritaire qui est avancée avec une forme d'étatisation. C'est le sujet qui suscite le plus d'inquiétude.

Concernant l'apprentissage, le gouvernement affiche sa volonté d'orienter plus de jeunes vers ce type de formation et de donner plus de pouvoir aux entreprises pour définir les cartes des formations, en lien avec les régions, avec le risque d'affaiblir les lycées professionnels.

La formation professionnelle quant à elle serait transformée mais, à ce jour, je n'ai pas trouvé plus d'éléments.

Le gouvernement veut tenir son agenda, mais il rencontre des difficultés.

## La montée des mécontentements et des mobilisations dans le pays

Une multitude de mobilisations, d'actions de protestations se lèvent dans le pays contre la politique du gouvernement qui se développent depuis un mois dans le pays.

À tel point, que le gouvernement « cherche une voix de gauche » pour rééquilibrer une expression politique qui penche trop à droite, mais à en croire les conclusions de son dernier séminaire, c'est plus la posture que sa politique qui pourrait changer.

Macron qui annonçait, fin août, en présentant les ordonnances pour réformer le code du travail, qu'il avait un consensus autour de ce projet, avait certainement fait le pari de la vitesse avec la procédure par ordonnances. Pari aussi d'une division du mouvement syndical.

Au contraire, les manifestations du 12 septembre, puis de celle du 21 ont rassemblé de nombreux manifestants avant le Conseil des ministres qui a validé les ordonnances. Celles-ci seront ratifiées le 20 novembre par le Parlement. Depuis, le front syndical s'est élargi avec la participation de fédérations et d'unions départementales de FO, de la CGC, ainsi que de la CFDT.

À noter aussi l'action des syndicats des transports a abouti à une victoire sur leurs revendications concernant leur primes.

C'est la base syndicale des deux confédérations FO et CFDT qui a poussé leurs directions à s'asseoir lundi soir autour de la table des discussions avec l'ensemble des organisations syndicales et de jeunesse.

Certes, il n'en est pas sorti la décision de lancer ensemble une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle pour l'instant, mais le rendez vous est pris d'une nouvelle rencontre le 24 octobre afin d'échanger sur la suite de l'agenda social, sur l'ensemble des réformes sdu gouvernement afin d'envisager une journée d'action intersyndicale.

La CGT a quant à elle annoncé une nouvelle journée de mobilisation le 19 octobre, jugeant que le combat contre les ordonnances devait se poursuivre et s'amplifier, s'appuyant sur la contestation dans l'opinion publique et dans les entreprises.

**La journée d'action unitaire de la fonction publique** du 10 octobre a été marquée par une forte mobilisation – 400 000 participants – avec des taux de grévistes significatifs dans l'Éducation nationale, une forte mobilisation des agents hospitaliers, l'appel à l'action des médecins hospitaliers, la présence aussi du privé, des agents de Pôle emploi pour défendre les services publics. On notera aussi le caractère unitaire de cette mobilisation, ce qui ne s'était pas produit depuis 10 ans.

Le 16 octobre, les syndicats de la Fonction publique rencontreront le ministre Darmanin pour faire valoir leurs revendications. Ils annoncent déjà que si les réponses ne n'étaient pas à la hauteur, des suites à cette journée pourraient être envisagées. La rencontre intersyndicale du 24 octobre entre tous les syndicats abordera certainement ce sujet, parmi d'autres.

**Ce sont aussi les retraité·e·s qui, le 18 septembre,** se sont mobilisé·e·s en nombre dans plus de 60 départements pour la revalorisation des pensions et pour protester notamment contre la hausse de la CSG qui va impacter les retraites de plus de 1200 euros.

Cet après-midi, la fédération CGT de la métallurgie appelle à manifester devant le siège de l'IUMM, le syndicat patronal, pour défendre leur convention collective et remettre plus de 50 000

pétitions. Une délégation du PCF s'y est rendue.(avec Pierre Laurent, Aymeric Seassau, Igor Zamichiei, et Fabien Gay).

Concernant les ordonnances, une récente enquête montre que seuls 4 français sur 10 se disent bien informés, ce qui signifie que le travail d'explication est à poursuivre. 65 % s'y disent opposés, soit une hausse de 7 points par rapport à fin août. L'encadrement des indemnités prud'homales est l'une des mesures les plus contestées. Nombreux sont celles et ceux qui pensent que cela va réduire le pouvoir des syndicats, dégrader les conditions de travail. Une très large majorité estime aussi que cela n'aura pas d'effet positif sur le chômage et l'économie.

### **La mobilisation grandit et s'organise contre la baisse de l'APL et la casse du logement social.**

Le congrès du mouvement HLM, il y a quelques semaines, a été un moment fort d'expression des inquiétudes, des protestations. Cela a également été l'occasion du lancement de mobilisations de la part des organisations de locataires, d'élu.e-s dont les communistes, et des bailleurs sociaux. Un appel pour le logement social a été lancé et, demain après-midi, un collectif de plus 70 organisations appelle à des rassemblements devant les mairies dans plusieurs villes. Une délégation du PCF se rendra au rassemblement devant l'hôtel de ville de Paris. Ian Brossat s'y exprimera en tant qu'adjoint à la maire.et d'autres initiatives vont se tenir sur cette bataille.

**Des actions contre la suppression des contrats aidés** s'organisent un peu partout dans le pays à l'appel de syndicats d'enseignants – l'école est touchée par 23 000 suppressions–. De nombreux élu.e-s sont mobilisé.e-s, dont des élus communistes. Ces protestations prennent des formes diverses : rassemblements, motions votées dans les collectivités locales,... Le monde associatif s'implique également, par exemple avec la pétition des grandes organisations de solidarité. Le collectif des associations citoyennes appelle à une journée sans association le 18 octobre et à des rassemblements. En Martinique, syndicats et élu.e-s rassemblés ont réussi, par leur mobilisation, à gagner le maintien de 3 000 contrats aidés. À noter qu'au sein de l'Assemblée Nationale, a été créée une commission d'enquête sur les contrats aidés dont Marie-George Buffet est co-rapporteuse. Nous pourrions réfléchir à des initiatives à prendre localement, nationalement...

**Vent de protestation, aussi, du côté des élus locaux,de gauche mais aussi de droite, face à la suppression de la taxe d'habitation,** au pacte qu'impose le gouvernement de baisse des dépenses à plus de 319 collectivités,à la suppression des contrats aidés,à la diminution voire la suppression de certains dispositifs : fonds d'urgence pour les départements, compensation de transferts pour les régions et aux incertitudes sur la réforme des collectivités (fusion, métropolisation,...).

D'ailleurs, les résultats des élections sénatoriales expriment en partie le désaveu des élus locaux envers la politique du gouvernement. Macron, qui voulait voir son influence grandir à la Haute assemblée, voit ses espoirs douchés puisque le groupe LREM perd des sièges. C'est LR qui en sort renforcé.

Puisque j'en suis à parler des élections sénatoriales, l'enjeu était grand pour le Parti communiste. En effet, 16 sièges sur 18 étaient renouvelables, l'existence du groupe CRC était menacée. Au final, ce sont 12 sièges qui ont été gagnés, cela n'était pas écrit à l'avance. Permettez-moi de féliciter celles et ceux qui ont été élu.e-s et de remercier les sortant.e-s, pour le travail effectué. Ce travail quotidien, l'engagement de nos élu.e-s dans les luttes, l'implication des fédérations dans la campagne, ne sont certainement pas étrangers au fait que le total des voix obtenues par nos listes a souvent dépassé dans beaucoup de départements le nombre de grands électeurs qui nous étaient acquis en principe.

Depuis, nos élu-e-s ont été rejoint-e-s par 3 autres sénateurs, dont 2 écologistes. Le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste compte donc 15 membres et devient le principal opposant de gauche à Macron au Sénat.

Si le gouvernement tente d'apaiser les colères des élus locaux, les congrès de l'AMF et de l'ADF qui vont se tenir cet automne, s'annoncent comme des caisses de résonance de leur mécontentement.

À Grigny, le 16 octobre, vont se tenir les états généraux de la politique de la ville et, comme l'a annoncé Philippe Rio, maire de Grigny, c'est, « un coup de gueule » qui va s'exprimer contre la politique au service des riches. Ce sera l'occasion de faire entendre les revendications et propositions des acteurs et élue-s de ces quartiers et des communes concernées.

Bien d'autres luttes et mobilisations seraient à citer, par exemple pour le maintien et le développement du rail.

Je viens de vous livrer un inventaire à la Prévert, mais n'est ce pas nécessaire pour prendre acte de cette mobilisation qui grandit et se diversifie avec des organisations, des acteurs nouveaux qui s'engagent contre la politique du gouvernement, et prendre acte de la prise de conscience du caractère libéral et autoritaire du projet de Macron ?

Nous entendons, et c'est juste, l'envie de convergences de toutes ces mobilisations, une aspiration aussi à l'unité et au rassemblement de toutes les forces. C'est évidemment ce à quoi nous voulons travailler, mais en ayant à l'esprit qu'il faut éviter tout ce qui pourrait empêcher l'élargissement du mouvement social mais, au contraire, faire tous les gestes pour y parvenir.

Ce que nous pouvons constater, c'est que le clivage droite-gauche que la campagne de Macron, son élection et celles des députés LREM voulaient balayer, accélérant les recompositions politiques pour mieux servir son projet de destruction du modèle social français, se réinstalle dans le pays. Après avoir siphonné pour son élection une partie du PS, c'est avec des personnalités et une partie de droite, qu'il met en place sa politique.

Dans les enquêtes d'opinion, c'est l'électorat de droite qui apporte son soutien à Macron. C'est à gauche qu'il décroche.

Dans l'enquête Ifop sur « être de gauche aujourd'hui », le clivage gauche-droite reste un marqueur clair pour 69% des personnes se disant de gauche. Ce clivage apparaît aussi sur des valeurs, des marqueurs significatifs. A noter que le mot communisme est jugé comme positif par 33% des personnes de gauche.

C'est dans cette nouvelle période politique que nous avons à déployer nos initiatives et notre bataille politique de manière offensive.

Les communistes sont dans l'action, participent à faire grandir les mobilisations, prennent des initiatives de débats sur les ordonnances, et sur d'autres sujets, engagent des batailles contre la casse du logement social, de l'industrie, les suppression d'emplois, les contrats aidés. La réunion des secrétaires fédéraux d'il y a 15 jours en témoignait : réussite de la Fête de l'Humanité – tant (dans le nombre de participant-e-s en augmentation, que dans l'esprit combatif qui en émanait), l'élection, quelques jours après, d'un groupe de sénateurs et sénatrices communistes, le mouvement social en cours, la combativité de nos parlementaires participent d'un état d'esprit

plutôt positif et combatif des communistes, même s'ils restent conscient·e·s des difficultés et des efforts à fournir.

Nous avons participé aux marches pour la paix du 23 septembre qui ont rassemblé 15 000 personnes en France sur une quarantaine de sites, contre une quinzaine l'an passé.

J'en profite pour exprimer notre satisfaction et notre fierté de l'attribution il y a tout juste une semaine, du Prix Nobel de la Paix au réseau ICAN et à la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires.

Le Mouvement de la paix qui tiendra son congrès fin octobre–début novembre et qui est à l'initiative du rassemblement de 130 organisations pour ces marches annuelles mène notamment une campagne de pétition pour contraindre les autorités françaises à engager notre pays dans le processus d'adhésion et ratification de ce traité.

Nous vous proposons de poursuivre, pour notre part, l'effort de mobilisation et d'élargissement avec ce même objectif et l'inscrire pleinement dans la mise en place au cours de semaines et mois qui viennent une campagne de longue durée « La grande paix humaine est possible ».

Les communistes sont aussi engagé·e·s dans des initiatives pour la libération de Salah Hamouri, dans la constitution de comités de soutien Plus largement, c'est l'engagement du Parti qu'il faut poursuivre dans les actions du Collectif national pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens et pour la reconnaissance de l'État palestinien. Pour information, deux délégations, l'une du PCF, et l'autre de maires et élu·e·s du réseaux Marwan Barghouthi sont organisées en octobre et novembre.

La question européenne, elle, retient toute notre attention avec, évidemment, la situation en Espagne et la tenue du référendum en Catalogne. Nous avons dénoncé et condamné la politique de tension et le coup de force du gouvernement Rajoy envers le gouvernement de Catalogne, ainsi que les actes de répression, de violence.

Quelle issue à cette crise politique, cette crise de régime entre le gouvernement espagnol et le gouvernement de Catalogne ? Si le président de Catalogne a suspendu cette semaine la déclaration d'indépendance, le climat de tension et d'affrontement reste vif. Les organisations progressistes de Catalogne et d'Espagne appellent à la négociation politique pour engager un processus de révision constitutionnelle, en proposant d'aller vers une république fédérale, dans un état plurinational. Malgré les appels à une intervention et à une médiation européenne de leur part, notre gouvernement et l'Union européenne apportent leur soutien au pouvoir espagnol, jugeant que c'est une affaire interne.

La crise en Espagne embarrasse l'exécutif européen, car elle a aussi quelque chose à voir avec la crise européenne. Une crise européenne que Macron entend dépasser, en se présentant comme l'homme de la refondation de l'Europe. Une refondation axée sur la fuite en avant libérale, un fédéralisme accru se passant de la souveraineté des états, une Europe à plusieurs vitesses, un engagement militariste avec notamment la mise en place de l'Europe de la Défense. Il déclare, à raison, que ses prédécesseurs avaient fait « *avancer l'Europe malgré les peuples* ». Pourtant les mesures qu'il promeut apparaissent dépassées et éculées. Ces discours démontrent l'impossibilité de refonder l'Union européenne en suivant les recettes ayant conduit à son fonctionnement actuel, sans rompre avec les logiques économiques et politiques qui la sous-tendent. Il démontre en même temps la justesse de notre combat... Aussi, notre implication pour la réussite du forum



du PGE à Marseille, les 10 et 11 novembre, va être déterminante. Elle devra également, dans sa préparation et dans ses suites, irriguer le PCF.

## **Nos initiatives, notre campagne politique**

Son objectif est de faire reculer, stopper l'entreprise de casse sociale de Macron, de la finance, et promouvoir, agir pour des solutions de progrès social.

Comme je le disais précédemment, les communistes, avec les parlementaires, sont déjà bien engagé-e-s dans le combat contre la politique de ce gouvernement et prennent des initiatives en les avec les citoyen-ne-s, le salarié-e-s en lutte.. sur telle ou telle bataille en cours.

Nous avons dans cette période à proposer une initiative politique, à lui donner un axe général, une colonne vertébrale.. Face à la cohérence du projet de Macron et son gouvernement, nous voulons faire converger les différentes luttes pour porter d'autres choix, dans le prolongement des avancées sociales du siècle dernier. Nous voulons un nouveau progrès social pour une France meilleure et plus juste.

Il ne s'agit pas d'engager une nouvelle campagne, à côté, en plus, des initiatives que nous prenons dans les départements et nationalement, mais de les y inclure pour leur donner cohérence et force, dans une bataille, à installer dans la durée et que nous pourrions appeler « Stop à la politique de Macron, un nouveau progrès social pour la France ».

Il s'agirait de proposer à toutes celles et ceux qui luttent contre la politique d'Emmanuel Macron, aux forces syndicales, associatives et politiques engagées dans le mouvement social actuel de construire dès maintenant l'alternative à ce pouvoir autour de cinq grands enjeux :

1. STOP à la loi travail et à la casse de la Sécurité sociale ! Créons une nouvelle sécurité de l'emploi.
2. STOP à la vente de nos industries ! Engageons un renouveau industriel pour la France.
3. STOP à la casse de nos services publics à l'échelle nationale comme dans les collectivités locales ! Construisons un service public du XXI<sup>e</sup> siècle.
4. STOP au mal-logement ! Un droit au logement pour tou-te-s.
5. STOP aux cadeaux aux actionnaires et aux plus riches ! Agissons pour la justice fiscale et de grandes banques publiques

Comment la décliner ?

Déjà, la présenter publiquement dès lundi en tenant une conférence de presse, avec Pierre Laurent et nos parlementaires.

Et dans la suite, nous pourrions, dans les départements, en faire une présentation publique, engager une série de rencontres dans les départements avec les syndicats, les associations pour échanger, et présenter notre campagne. Voyons bien qu'il y a aussi des attentes, des sollicitations envers nous : par exemple, la rencontre, le 10 octobre, avec la JOC qui s'engage dans une

campagne pour l'emploi digne des jeunes, et que nous soutenons ; ou encore la rencontre, hier, avec les associations de solidarité et du logement.

Nous pourrions notamment mettre à disposition des cahiers du progrès social pour soumettre nos propositions et recueillir celles des citoyen·ne·s, des salarié·e·s, acteurs associatifs, culturels, économiques...

Aider aussi à tenir des initiatives (rencontres, débats, rassemblements), les recenser, les rendre visibles sur telle ou telle bataille : ici sur le logement, là sur les ordonnances travail, avec les pétitions à déposer à l'Élysée, mais également sur l'industrie et ailleurs sur l'hôpital, l'université, etc. Des initiatives qui seraient autant d'espaces pour entendre les revendications, mettre à disposition nos propositions et porter ensemble des solutions.

Il s'en tient déjà dans les départements, avec la participation des parlementaires qui sont bien sollicités. Nous avons à donner à cette multitude d'actions un caractère national pour rendre visible cette campagne.

Nous pourrions aussi construire des propositions de lois avec les parlementaires. Je lisais que Fabien Roussel évoquait le projet de construire ce qu'il appelle un « contre-budget » à celui du gouvernement. Cela pourrait faire partie de cette campagne.

Ensuite, nous proposons d'organiser une première étape nationale de cette campagne par la tenue d'**états généraux du progrès social** ouverts à tous les citoyen·ne·s et à toutes les forces qui partagent cette démarche. Ces états généraux pourraient se tenir le 3 février prochain.

Ils seraient un lieu où se mêleraient les témoignages des luttes, l'expression des revendications, de propositions et de construction de solutions de progrès social. Ce pourrait être aussi le lieu où une autre étape de cette campagne pourrait être proposée et lancée, comme une mobilisation populaire pour porter les mesures indispensables à une révolution sociale.

Voilà les propositions, que le CEN propose de mettre en débat et ensuite en œuvre dans le pays.

Une résolution reprenant le principaux éléments sur la situation et sur la campagne vous sera distribuée. Nous pourrions l'adopter en fin d'après-midi.

La consultation des communistes est concrètement lancée, nous en parlerons demain matin ainsi que de la préparation de l'assemblée du 18 novembre.

Je vous invite à nouveau, chacune et chacun à vous y impliquer très activement, à définir un objectif d'animation et de rencontres avec les adhérent·e·s, suivant vos responsabilités dans le Parti : collectif de travail, commissions nationales, ou locales.

J'en terminerai en vous invitant à participer et à faire participer aux initiatives politiques, culturelles et historiques que nous organisons pendant un mois, à l'occasion du centenaire de la Révolution d'octobre 1917. Vous avez certainement parcouru le programme, il est très riche et de grande qualité et permet à la fois un apport et une réflexion historique, ainsi qu'une réflexion sur l'actualité et les enjeux d'avenir.

En votre nom, je tiens à remercier plus particulièrement Frédérick Genevée et Lydia Samarbakhsh qui ont conçu cet événement, ainsi que tous ceux et celles qui participent à sa réussite.